

LOIRE ATLANTIQUE

les nouvelles

Bi-mensuel édité par la Fédération du Parti Communiste Français

N° 606 - 8 SEPTEMBRE 1994 - Prix 2,50 F

SOMMAIRE

• La rentrée scolaire : dure, dure pour les bourses mais aussi au niveau de la qualité de l'enseignement. Le point de vue de Jean-Yves Martin

(Page 2)

• Les dossiers brûlants de la rentrée : de Mc Do à la Société Générale, de la Navale à Renault. Les coups du patronat et du gouvernement.

(Pages 3 et 4)

• Les menaces sur l'hôpital et la lutte des Chantelle. Les mauvaises notes de l'été.

(Page 5)

• Votre page : celle de la pétition Renault, celle où vous avez la parole

(Page 6)

• Il y a cinquante ans, la libération

(Page 7)

ETRE OFFENSIF

En cette rentrée, on dit M. Balladur sur un nuage ! Pourtant pour les salariés, les familles, les jeunes, c'est bien au-dessus de leurs têtes que les nuages s'amoncellent. Les sujets d'inquiétude ne manquent pas en effet. Alors que le premier ministre estime que « l'enjeu majeur » de la période à venir sera « un choix de société », comment ne pas apprécier les choix faits depuis 18 mois par le gouvernement de droite : des centaines de milliers de chômeurs en plus, la régression du pouvoir d'achat populaire, le SMIC-Jeunes, l'annonce de la privatisation de Renault...



Yann Vince
Membre du Bureau Fédéral

Et l'actualité de l'été ne s'est guère montrée rassurante. Avec 78 heures de travail à temps partiel, on n'est plus chômeur ! Les menaces sur l'emploi demeurent. Ainsi, dans notre département, celles pesant sur la construction navale alors que le gouvernement s'appête à céder - avec « fermeté » ! - devant Bruxelles ; sur Chantelle menacée de fermeture et pour cause de délocalisation - on attend des parlementaires qu'ils votent la proposition de loi antidélocalisation déposée par le groupe communiste-; sur la santé puisque 400 personnes ne sont toujours pas remplacées au CHU de Nantes. C'est aussi la menace d'un déclassement de la fonction internationale du Port autonome de Nantes-Saint-Nazaire...

Enfin, les inégalités s'accroissent comme l'indique la récente enquête de la C.S.F. sur le coût de la rentrée scolaire, qui montre que plus les revenus sont bas, plus le poids du cartable, des livres, des vêtements, des transports est lourd, plus se creuse le fossé entre les familles.

Et les inquiétudes ne manquent pas dans un pays qui, à la veille du XXI^e siècle, compte plus de 3 millions d'illettrés.

Choix de société ? Oui, la droite a choisi. Elle a déjà mis en chantier un bouleversement de la société. Aussi comment ne pas comprendre que 65 % des lycéens estiment qu'ils sont une génération sacrifiée.

Construire une alternative à la politique balladurienne, telle est la perspective dans laquelle s'inscrivent les communistes, idée qui grandit à gauche.

Il s'agit bien en effet d'en finir avec une alternance politique qui conduit à la déception comme l'expérience des gouvernements socialistes l'a montré et de construire une véritable perspective alternative à gauche ; C'est le sens de l'action des communistes en cette rentrée et dans les prochains mois.

FACE A BALLADUR FAIRE GRANDIR LA RIPOSTE ET OUVRIR UNE PERSPECTIVE POLITIQUE NEUVE



RENTRÉE SCOLAIRE : Dure... Dure...

Point de vue



par
**Jean-Yves
Martin**
Secrétaire Fédéral

Après la manifestation du 16 janvier, la mobilisation contre le CIP, les luttes se sont multipliées contre les fermetures de classes, pour les nominations d'enseignants, des places au lycée, à l'Université...

Nombreux sont celles et ceux qui ont pu tirer de l'expérience de ces actions une première conclusion : lorsqu'on est nombreux à agir ensemble le gouvernement est obligé d'en tenir compte, et on peut le faire reculer. Le retrait de la loi Bayrou et celui du CIP, en on fait la démonstration.

Mais, contraint de reculer, le gouvernement ne renonce pas, pour autant, à ses objectifs fondamentaux. Les orientations essentielles de son programme, une école plus inégalitaire pour une société plus inégalitaire, restent présentes dans le « contrat pour l'école » du ministre Bayrou.

Elles figurent aussi dans la préparation du budget 1995 pour lequel le gouvernement annonce, une nouvelle fois, que la priorité sera « d'alléger les charges des entreprises »

Plus que jamais l'école maternelle est menacée, l'accueil des enfants de moins de trois ans régresse.

Partout, à l'école élémentaire, au collège, au lycée, à l'Université, les conditions de travail se dégradent.

L'enseignement professionnel, conformément à la loi quinquennale dite « pour l'emploi », est de plus en plus livré au patronat.

En 1994, 58 % de la classe d'âge ont obtenu le baccalauréat. C'est une chance pour le pays. Mais n'est-il pas inadmissible que les nouveaux bacheliers rencontrent tant de difficultés à trouver une place à l'Université ?

Malgré l'augmentation de l'allocation de rentrée scolaire, que d'ailleurs tout le monde ne touche pas, la rentrée scolaire pèse lourd dans le budget des familles, alors que les allocations familiales n'ont pas été augmentées en juillet.

Seule une véritable loi de programmation budgétaire permettrait d'assurer à tous les jeunes la formation de leur choix, de recruter et former en grand nombre les enseignants indispensables, de construire ou rénover les écoles, les collèges, les Universités, de doubler le nombre et le taux des bourses, d'assurer une véritable gratuité scolaire, comme le préconisent les communistes.

L'école, la formation, comme l'emploi, sont au cœur des choix de société. Un vaste débat national est plus que jamais nécessaire. Partout les communistes se consacrent à en créer les conditions en organisant des espaces de rencontre, de dialogue et d'action sur ces questions.

Toutes celles et tous ceux qui veulent une école à la hauteur des exigences de notre temps peuvent s'y retrouver, dans le respect de leur diversité.

Les communistes ne ménageront pas leurs efforts pour que les forces de gauche, de progrès agissent dans le même sens. C'est bien ainsi, en proposant le débat et l'action, qu'ils feront vivre leur démarche de pacte unitaire pour le progrès.

INFOS-BREVES

Coût de la rentrée : + 3,5 %

Selon la Fédération des familles de France, le coût moyen pour l'équipement d'un enfant entrant en sixième s'élève à 912 F, soit 3,5 % de plus qu'en 1993.

Sondage

Selon un sondage CSA pour la revue Phosphore, 65 % des lycéens se considèrent comme une « génération sacrifiée », 70 % estiment que les entreprises profitent de la crise pour exploiter les jeunes, et 82 % sont prêts à manifester pour défendre leur droit à l'éducation.

Budget

Les communistes et leurs parlementaires demandent qu'il soit consacré 5 % du PIB à l'école (3,6 % aujourd'hui), ce qui représenterait une augmentation de 70 milliards par an, et de faire ce choix plutôt que celui de la programmation militaire.

Une revue de rentrée

Un numéro spécial de la revue *Révolution/L'École et la Nation* est disponible. Il est composé d'articles inédits, sur la rentrée scolaire, sur notre analyse pour que l'école soit un véritable lieu de réussite... mais aussi d'articles déjà parus dans *Révolution*. L'enseignant, le parent d'élève, l'étudiant ou l'universitaire comme le militant peuvent, chacun, y puiser des éléments d'analyses et de réflexion (Prix : 30 F. *L'École et la Nation*, 2 place du Colonel Fabien, 75167 PARIS CEDEX 19).

LE COÛT DE LA RENTRÉE...



Renault : S'unir pour faire Echech à la privatisation...

DE MULTIPLES INITIATIVES

Depuis le 10 Août, dans tout le Département, comme à travers le pays, de multiples initiatives sont prises pour faire signer la pétition nationale lancée par « L'HUMANITE ».

- C'est ainsi qu'à la Recette Principale des PTT de Nantes, plus de 200 signatures sont remises en 1 heure à la porte du restaurant.

- Scène identique chez les cheminots de Nantes où 103 signatures sont recueillies.

- A la CRAM, comme chez les communaux, au restaurant inter administratif de la MAN, au centre de tri des PTT, dans les quartiers, des milliers de signatures s'apposent sur la pétition nationale.

- A St Nazaire, sur le marché, Dimanche, ce sont 220 signatures qui sont réunies. A l'aéro, aux chantiers, mais également dans les quartiers, des initiatives se prennent ou se préparent.

- A St Herblain, Gesvres et Cens, les communistes prennent des initiatives pour aller avec la pétition à la rencontre des salariés.

- A Rezé, la cellule Jouaud n'a pas attendu pour aller vers les habitants des quartiers de la Houssais et des 3 Moulins. A la Mairie de Rezé, plus 50 signatures sont déjà recueillies.

Le bon exemple d'un lecteur de « L'HUMANITE » à St Nazaire qui décide avec la page de « L'HUMA » d'aller à la rencontre des voisins et amis. Le résultat ne s'est pas fait attendre, c'est la place qui lui manquait, et pas ceux qui voulaient par leur signature s'opposer à la privatisation de Renault.

Balladur doit retirer son projet

C'est au moment même où l'on célèbre le cinquantième anniversaire de la Libération de Paris que le gouvernement Balladur annonce son projet de privatisation de Renault, nationalisée précisément à la Libération par le Général de Gaulle. Maladresse ? Faux-pas ? Les Communistes ne le croient pas.

On ne saurait en effet, oublier le programme autour duquel l'actuelle majorité s'est rassemblée. C'est un programme de « revanche », de remise en cause de tous les acquis sociaux, qu'il s'agisse de la Sécurité Sociale, du S.M.I.C., du Droit au Travail, comme des nationalisations.

Un coup contre l'emploi

La privatisation de Renault s'inscrit dans un projet plus vaste de privatisation de 21 groupes industriels et bancaires.

Dès l'annonce de ces privatisations, les directions des groupes concernés ont engagé des plans de suppression d'emplois.

C'est en fait la liquidation de 60 000 à 70 000 emplois qui a été ainsi engagée.

Une bonne affaire pour les financiers

Les privatisations du gouvernement Balladur constituent un scandaleux bradage du patrimoine national aux financiers à la recherche

de « bonnes affaires ». Les entreprises concernées sont vendues en deçà de leur réelle valeur. Seuls les milieux d'affaires et les grandes

fortunes peuvent s'en féliciter. Le pouvoir fait ainsi la part toujours plus belle aux grands prédateurs de la finance et de l'affairisme !

L'industrie nationale affaiblie

Une fois installés dans les entreprises concernées, les capitaux privés veulent faire de l'argent, et vite ! Et tout ce qui ne le permet pas est impitoyablement sacrifié, qu'il s'agisse de

programmes de recherche ou d'activités de production dont l'intérêt est jugé trop faible.

Aujourd'hui, c'est Renault. Demain, à qui le

tour ? Il faut mesurer les dangers d'un abandon de la maîtrise de la nation sur les 21 groupes du programme de privatisation de Balladur.

Toujours plus de régression sociale

Chacun sait le rôle joué par Renault dans les avancées sociales de ces dernières décennies.

C'est aussi cela qu'on veut casser.

La privatisation du groupe s'accompagne d'ailleurs d'une pression considérable sur les conditions de travail, les salaires et les droits des salariés.

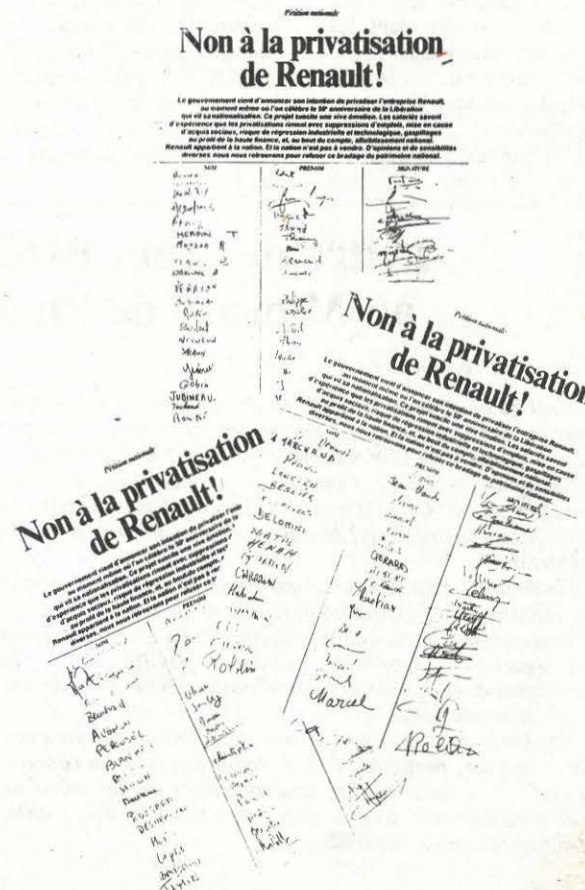
Incontestablement, le programme Balladur de privatisations est inséparable du programme de régression sociale qu'il s'efforce de mettre en œuvre.

UNION LA PLUS LARGE

Afin de contribuer à la riposte la plus unitaire possible, Robert Hue, au nom du Parti Communiste Français, s'est adressé au Premier Secrétaire du Parti Socialiste, Henri Emmanuelli, afin que toutes les forces opposées à la privatisation prennent les initiatives d'action commune les plus larges, dans le respect de la personnalité et de l'identité de toutes les forces décidées à y participer et que les représentants des deux partis se rencontrent pour en discuter.

Si l'on s'y met tous ensemble, battre BALLADURE, c'est possible.

SIGNEZ. FAITES SIGNER LA PÉTITION NATIONALE Page 6



NAVALE : Exigeons le Droit de veto de la France

Ainsi comme on pouvait le craindre, les discussions au niveau de l'OCDE concernant la construction navale, ont abouti à un pré-accord prévoyant la suppression des aides directes à cette industrie pourtant directement confrontée à la concurrence internationale.

C'est la Commission Européenne qui a signé ce texte engageant ainsi la France dans un processus extrêmement dangereux pour la survie de la Navale Française.

Les Chantiers de l'Atlantique sont aujourd'hui menacés. Ainsi, plan après plan, accord après accord, directive après directive, l'Europe mastrichienne poursuit son œuvre de liquidation de l'industrie française.

Un accord déséquilibré

Il faut savoir que dans cette affaire on a le sentiment que si les délégations américaines, japonaises, coréennes ou scandinaves, ont défendu les intérêts de leur construction navale, la délégation européenne quant à elle a défendu avant tout la recherche d'un accord même déséquilibré que le maintien des aides pourtant prévues à l'article 92-3-6 du Traité de Rome. Dans cette affaire, Jacques Delors porte une lourde responsabilité puisque les négociations se déroulent depuis 5 ans alors qu'il préside la Commission.

L'accord prévoit :

- le démantèlement des aides européennes
- le maintien des protections américaines, à travers notamment le Jones Act qui impose dans de nombreux cas de construire dans les chantiers américains.
- quasiment rien sur le contrôle des aides américaines et japonaises
- rien sur les dumpings
- rien sur les dumpings

monétaires (dévaluations, etc.)

Par contre les aides accordées à l'armement favoriseront les pays à grande flotte comme le Japon et les nombreuses mesures dérogatoires au niveau européen, favoriseront des pays comme l'Allemagne.

Finalement, c'est la France qui est la principale victime de ce que l'on peut déjà appeler un véritable BLAIR HOUSE pour la construction navale.

Et maintenant ?

Le Gouvernement français selon nos informations, n'accepterait pas cet accord. Bien. Mais au delà des déclarations, il faut aujourd'hui des actes car lui aussi porte une lourde responsabilité en laissant porter de tels mauvais coups au pays.

Des moyens existent pour se protéger : il faut les prendre. Notre pays doit être à égalité face à la concurrence. Un accord déséquilibré est inacceptable et le Gouvernement s'il le peut doit utiliser son droit de veto.

Notre Parti veut contribuer à créer les conditions capables de mettre en échec les prétentions de la Commission Européenne.

Il se félicite des diverses prises de positions qui prétendent vouloir que soient maintenues les aides à la construction navale française.

Il a décidé de s'adresser à toutes les forces syndicales, politiques, sociales de notre région, afin d'envisager tous ensemble une action au niveau de l'attaque. Avec ses élus, ses militants, dès aujourd'hui, il engage le débat avec les salariés de la Navale, la population pour imposer que le Gouvernement français use de son droit de veto dans cette négociation.

LES REACTIONS

Au nom du P.C.F. et des Elus Communistes et Républicains, Jean-René Teillant et Marc Justy ont été reçus à leur demande par le Sous-Préfet de St Nazaire.

Les Députés Communistes sont intervenus auprès du 1^{er} Ministre pour exiger que celui-ci fasse prévaloir le droit de veto de la France dans ces négociations.

Alain Bocquet, Président du Groupe Communiste à l'Assemblée Nationale est également intervenu auprès de Gérard Longuet, Ministre de l'Industrie sur cette question.

Marc Justy président de l'ADECRA a demandé au 1^{er} Ministre de faire prévaloir le droit de veto de la France.

Les Communistes de la région Nazairienne ont tenu une conférence de presse le 20 Juillet lors de laquelle Jean-René Teillant a développé la position du Parti Communiste et présenté les différentes initiatives qu'ils entendaient développer sur ces questions.

MC.DO LES JEUNES REFUSENT D'ETRE DES ESCLAVES

Dans toute la France les jeunes salariés des Mac Do refusent l'arbitraire et les méthodes de la multinationale qui se voulait au-dessus des lois Françaises.

Grâce à leur action dans de nombreuses villes, dont Nantes, ils ont fait plier le géant Américain de la restauration rapide.

A Massy, après une journée de grève, ils ont contraint la direction à signer un protocole d'accord leur garantissant « le respect de l'activité syndicale et des congés payés, ainsi que le réexamen des besoins en personnel ».



Aux Ullis, à Nantes, des syndicats se sont créés ou sont en voie de création ; une dizaine de responsables de succursales ont été inculpés pour infraction à la législation du travail, résultat de la lutte de ces jeunes Etudiants pour la plupart qui concrétisent dans cette nouvelle action ce qu'ils avaient engagé lors de la grande mobilisation contre le C.I.P.

A l'initiative de certains d'entre eux, une rencontre nationale va avoir lieu lors de la fête de « l'HUMANITE », afin de poursuivre leur lutte et débattre de leur avenir.

La Fédération de Loire Atlantique a pris l'initiative de diffuser dans tous les Mac Donald's du département l'appel à ce rendez-vous national et se met à la disposition des jeunes salariés pour les aider à y participer.

SOCIETE GENERALE : LOIC PEGAULT SYMBOLE DE LA LUTTE CONTRE LES PLANS SOCIAUX

Ce 18 Août 1994, plus de 200 personnes se sont réunies devant la Direction Régionale Du Travail pour manifester leur soutien à Loïc Pegeault, délégué C.G.T. du Centre-Titres de Nantes de la Société Générale et poursuivre la lutte contre les plans sociaux de cette banque privatisée en 1986. Loïc Pegeault avait fait l'objet d'une procédure de licenciement au printemps dernier, mais le licenciement a été refusé par l'Inspection du Travail. Celle-ci a rejeté les prétentions d'une direction aux abois qui voulait prendre prétexte d'une simple bousculade lors d'un piquet de grève le 22 Mars, pour faire licencier un délégué C.G.T. La Direction du Centre-Titres de la Société Générale ne supporte pas la résistance des nantais aux mauvais coups qu'elle veut apporter à l'emploi. Dès le début de l'année 1993, la Direction locale, devant la détermination des salariés a choisi de fermer durant plus de 3 semaines le Centre-Titres au lieu d'ouvrir avec les syndicats de véritables négociations sur l'emploi. Devant la détermination des salariés, c'est la Direction Générale Parisienne qui a négocié et décidé la création



à Saint Herblain d'un Centre d'Archives, qui créera dès la fin de l'année une soixantaine d'emplois et évitera des licenciements secs.

La Direction Locale a tenté de jouer la division syndicale, mais elle a échoué : L'intersyndicale C.G.T. C.F.D.T. et FO du Centre-Titres a soutenu Loïc dans son combat pour la justice et la liberté, ce fut plus de 3500 signatures sur l'ensemble de la Société Générale qui ont été recueillies en quelques heures, au printemps. Car la lutte de Loïc est le symbole du refus des salariés de voir s'imposer des réductions d'effectifs dans une banque qui fait des milliards de bénéfices. Dans le journal « LES ECHOS » du 1^{er} Juillet le P.D.G. VIEWOT estimait que le résultat net de la banque en 1994 devrait augmenter légèrement par rapport aux 3,61 milliards de francs affichés en 1993... En effet, la Société Générale, depuis sa privatisation en 1986 poursuit un seul objectif : réaliser le maximum de profits pour satisfaire ses actionnaires. Pour cela une obsession, accroître la productivité et comprimer les frais généraux qui sont avant tout les frais de personnel. Ainsi, à Nantes, c'est plus de 100 suppressions réalisées en 1993 et 75 prévues en 94. 80 à 100 sont également prévues pour 95 et 96. Tout ceci au détriment des conditions de travail et de l'aggravation de la précarité. Le recours à l'intérim, la sous-traitance et les heures supplémentaires seraient une constante ! Mais, les salariés nantais en ont décidé autrement. Les luttes menées dans l'unité syndicale depuis fin 1992 ont permis d'importants succès. Aucun salarié ne s'est trouvé licencié. Des négociations nationales sont prévues sur l'emploi début Septembre ; elles n'auront lieu que si Loïc Pegeault est toujours salarié du Centre-Titres ! Les Communistes qui ont suivi de près la lutte des salariés et ont été à leurs côtés durant tous les moments forts de leur lutte depuis la fin de l'année 1992, seront encore là quand les salariés du Centre-Titres lutteront pour le maintien de leurs emplois à Nantes.

Lettre de Alain BOCQUET au Ministre de l'Industrie

Monsieur le Ministre,

Ainsi qu'on pouvait le craindre, les discussions au niveau de l'OCDE concernant la construction navale ont abouti à un pré-accord prévoyant la suppression des aides directes à cette industrie, pourtant directement confrontée à la concurrence internationale.

En signant ce texte, la Commission européenne a engagé la France dans un processus extrêmement dangereux. Ce qu'il reste des chantiers français risque de disparaître au profit des principaux pays constructeurs, lesquels ont su défendre et maintenir des systèmes d'aides et de protections.

Finalement, c'est la France qui est la principale victime de ce que l'on peut déjà appeler un véritable Blair House pour la construction navale.

Vous avez fait savoir que le gouvernement n'acceptait pas cet accord et réclamait la poursuite des négociations. Cependant, il vous est possible d'aller plus loin en mettant en œuvre tous les moyens dont dispose la France, notamment le droit de veto, pour être sur un pied d'égalité avec ses concurrents.

Nombreux sont ceux qui déclarent vouloir le maintien des aides à la construction navale. Cette position, partagée par l'ensemble des salariés concernés, doit vous inciter à agir avec la plus ferme détermination pour préserver un des atouts industriels français.

Je vous demande, avec la plus vive insistance, d'agir dans ce sens et je vous prie d'agréer mes respectueuses salutations.

Alain BOCQUET

HOPITAL :
La riposte contre la suppression des lits

Le gouvernement BALLADUR, s'est fixé, pour réduire les dépenses de santé, l'objectif de supprimer 22 000 lits d'hôpital d'ici la fin 1994, dont près de 13 000 dans la seule région parisienne. L'objectif à terme étant de soustraire aux capacités actuelles 60 000 lits, engendrant la disparition de 100 000 emplois.

Considérer qu'il y aurait, comme le dit Simone Veil, trop de lits d'hôpital en France et trop de professionnels de la santé, est tout simplement indécent, quand, dans le même temps, la pauvreté et la misère grandissent, accroissent les besoins, que les maladies que l'on croyait vaincues, telle la Tuberculose, ressurgissent et que le SIDA prend des dimensions qui ne peuvent laisser indifférent.

Dans toute la France, dans notre département, des luttes et des actions à l'initiative des communistes se mènent et s'amplifient.

Des premiers résultats sont enregistrés, comme à Orsay, ou Chatillon pour ici, maintenir l'Urgence ou là, la Maternité.

Il est possible de mettre en échec le plan Veil, si nous amplifions la riposte, c'est ce que les communistes proposent et sans attendre à l'exemple de St Nazaire, ils ont fait signer massivement une pétition exigeant le retrait des plans gouvernementaux.

Les communistes sont comme beaucoup de gens, attachés à l'hôpital Public et c'est pour cela qu'ils contribueront à la réalisation de toutes les convergences possibles entre tous ceux qui ont le souci de l'Humain au cœur.

Nous affirmons, haut et fort que ce n'est pas de suppressions, mais bien entendu de soutien et de développement qu'il a besoin l'Hôpital Public. L'argent existe, il faut notamment faire cotiser les revenus spéculatifs au même niveau que les salaires, comme le propose le Parti Communiste Français.

CHANTELLE : Détermination intacte

Les mois d'été, réputés de trêve sociale n'ont pas entamé la détermination des filles de Chantelle. Auprès du cabinet de reclassement qu'elles ont occupé fin Juillet, au Palais de Justice, en Août, elles ont affirmé leur volonté de maintenir l'entreprise à St Herblain et de garder les 200 emplois.



Maxime GREMETZ, membre du bureau politique du Parti Communiste, Député, était venu à la fin Juin débattre avec les salariés de l'entreprise. Leur apportant son soutien, il les félicitait pour leur lutte et confirmait que le Parti Communiste, mettrait tout ce qu'il était en son

pouvoir pour que la délocalisation ne se produise pas. « Il faut, déclarait-il, aller au-delà des paroles, il faut des actes ». Dans cet esprit, le Député Communiste de la Somme a débattu avec les salariés du projet de loi anti-délocalisation, qu'il est urgent de mettre en débat à l'Assemblée.

Les Députés Communistes ont élaboré un projet de loi maintenant que tous ceux qui s'affirment contre la délocalisation de Chantelle appuient ce projet de loi, pour qu'il devienne réalité dans notre pays et permette de maintenir les emplois.

Pour qui travaillez-vous ? telle était la question posée à la responsable du « Cabinet de reclassement », lors de la visite que les 200 salariés ont effectué le 27 Juillet dans les

locaux de l'Allée Cassard.

Question vite posée pour une réponse aussi rapidement donnée : Ce cabinet désigné dans le cadre du « Plan social », ne répond pas

à la question des Chantelle pour que l'entreprise et les emplois, demeurent à St Herblain, mais à la Direction, dans l'optique de la fermeture de l'entreprise.

Vous avez dit Justice ? C'est la réaction à la décision du Tribunal d'Instance de Nantes, se déclarant incompétent, suite à la demande du Comité d'Entreprise de statuer sur la légalité des procédures de licenciement.

La C.G.T. n'a pas hésité à qualifier la décision du Tribunal de « déni de Justice », tandis que la C.F.D.T. s'interrogeait sur « l'absence de volonté, d'empêcher les licenciements ».

Dans une déclaration,

la Fédération du Parti Communiste, déclarait notamment, qu'il est urgent et indispensable que toutes les forces qui s'opposent à la délocalisation, s'unissent dans l'action pour le maintien du site et des emplois.

LES MAUVAISES NOTES

• Appauvrissement

En 4 ans, le nombre de personnes, touchant le Revenu Minimum d'Insertion (R.M.I.) a pratiquement doublé, passant à 792 946 allocataires, cette année.

Si 1 575 000 personnes en sont bénéficiaires, soit 2,7 % de la population active en métropole, dans les DOM-TOM, 16 % de la population bénéficient du R.M.I.

• Précarité tous azimuts

En cette période de rentrée scolaire, le Ministère de l'Education faisait savoir, il y a quelques semaines qu'il avait employé durant la dernière année scolaire, 37 441 Maîtres Auxiliaires, dont près de 4 000 avaient plus de 7 ans d'ancienneté. Il y a vraiment matière pour engager la lutte, afin de bannir la précarité du Ministère de l'Education.

• Rigueur salariale

Le Ministre du Travail a fait ses comptes durant les congés et a félicité le Patronat pour sa rigueur salariale. Rappelons en effet, que les salaires n'ont augmenté que de 2,7 en 1993, contre 3,9 % l'année précédente. En ce qui concerne 1994, l'évaluation porterait sur 2,4 % soit un nouveau ralentissement. Pire encore, le Ministère reconnaît que 24 % des salariés n'ont eu aucune augmentation en 1993.

• Promesses envolées

Les impôts ne baisseront pas, l'année prochaine, c'est ce qu'a déclaré Nicolas Sarkozy, Ministre du Budget. C'était pourtant avec la diminution des charges des entreprises, l'un des principaux thèmes de la droite lors des élections législatives de Mars 1993. Mais, que le Patronat se rassure, le Ministre a bien confirmé que le budget qu'il prépare prévoyait de nouvelles réductions des charges patronales pour l'année prochaine.

• Moins de charges, moins d'emplois

Balladur, déclarait récemment que la baisse des charges sociales, accordée aux entreprises, devait relancer l'emploi. Les 82 milliards de francs, que le patronat a touché ont entraîné 216 000 chômeurs supplémentaires en 1 an. Ce sont bien là des chiffres qui justifient notre exigence pour le contrôle des fonds publics, accordés aux entreprises et une autre politique de l'emploi dans notre pays.

• Privatisation = Licenciement

A entendre la droite, les privatisations seraient le moyen de lutter contre le chômage et sortir le pays des difficultés économiques actuelles. Malheureusement, la réalité vient contredire ces théories. En effet, Rhône Poulenc, privatisée en 1993 a réduit cette année ses effectifs de 6 % et vient d'annoncer 1350 nouvelles suppressions d'emplois. (Les privatisations de 1986 sont traduites par une perte de 20 000 emplois dans le groupe Alcatel. Alstom et St Gobain qui employait 140 000 salariés n'en comptent plus aujourd'hui que 92 000 etc... D'où, bien naturellement, l'engagement qui est le nôtre, pour empêcher la privatisation de Renault.

Non à la privatisation de Renault!

Le gouvernement vient d'annoncer son intention de privatiser l'entreprise Renault, au moment même où l'on célèbre le 50^e anniversaire de la Libération qui vit sa nationalisation. Ce projet suscite une vive émotion. Les salariés savent d'expérience que les privatisations riment avec suppressions d'emplois, mise en cause d'acquis sociaux, risque de régression industrielle et technologique, gaspillages au profit de la haute finance, et, au bout du compte, affaiblissement national. Renault appartient à la nation. Et la nation n'est pas à vendre. D'opinions et de sensibilités diverses, nous nous retrouvons pour refuser ce bradage du patrimoine national.

NOM	PRENOM	SIGNATURE

FÊTE DE L'HUMANITÉ LA COURNEUVE les 10 et 11 septembre

Comme tous les ans, la Fédération de Loire-Atlantique du P.C.F. organise un départ en cars au départ de ST-NAZAIRE pour se rendre à la FÊTE DE L'HUMANITÉ à LA COURNEUVE.

Le départ de SAINT-NAZAIRE est fixé le **Vendredi 9 Septembre à 23 heures** devant le siège de la section du P.C.F. 18, rue des Halles à ST-NAZAIRE.

Le départ de NANTES est fixé le **Vendredi 9 Septembre à minuit** devant le siège de la Fédération du P.C.F. 41, rue des Olivettes à NANTES.

Le retour est prévu à NANTES aux alentours de 5 heures le lundi 12 septembre, vers 6 heures à ST-NAZAIRE.

TARIFS : aller-retour : 220 francs
aller ou retour simple : 110 francs

RESERVATIONS BILLETS
à la section de ST-NAZAIRE, 18, rue des Halles, téléphone 40.66.08.48
à la Fédération de Loire-Atlantique du P.C.F., 41, rue des Olivettes à Nantes, 40.89.72.28.

VOUS AVEZ LA PAROLE... DONNEZ VOTRE AVIS...

Dans le dernier numéro de Juin des « NOUVELLES », nous vous demandions votre avis sur notre journal. Toutes les réponses que nous avons reçues, sont enrichissantes et permettront, pensons nous des améliorations au journal. Toutefois, d'autres réponses devraient nous parvenir, dont peut-être la vôtre. Alors... n'hésitez pas, prenez votre plume, donner votre avis et aidez nous par votre participation à la réalisation rédactionnelle du journal en versant :

- 50 F
- 80 F
- 100 F
- + 100 F

Cochez la case de votre participation.

NOM :

PRENOM :

ADRESSE :

(à retourner 41, rue des Olivettes 44000 Nantes).



MAZDA ECLAIRAGE

REGION PAYS-DE-LOIRE
10, bd Gaëtan-Rondeau - B.P.679
44018 NANTES CEDEX
Téléphone 40.12.70.01



CENTRE CONSEIL S.A. Alain GREGOIRE

48, Bd. Victor-Hugo
44600 ST NAZAIRE
Tél. 40.66.33.64 - Fax : 40.01.84.46.

IL Y A CINQUANTE ANS : LA LIBÉRATION



La bataille du rail est menée par les cheminots dans tout le pays : 3 040 kilomètres de voies principales détruites, 2 663 ponts rails hors service. Au prix de lourds sacrifices : 809 fusillés, décapités, pendus. 1 157 morts en déportation.

La grève du 10 août 1944, lancée par la Fédération C.G.T. illégale des cheminots donna le signal de l'insurrection parisienne et porta un rude coup à l'occupant nazi.

50 ans après, en gare de Nantes, Christian Retailleau, secrétaire du syndicat C.G.T. des cheminots, a évoqué cette grande période de

notre histoire? inaugurant une exposition relatant la résistance des cheminots durant l'occupation, ainsi que le rôle qu'elle a eu pour la libération de la France (1).

Cette commémoration, à laquelle participaient des témoins de cette grève, fut l'occasion de se ressourcer dans ce que fut le leur.

Cette grève qui n'était pas sans signification revendicative était aussi et surtout tellement politique qu'elle fut insurrectionnelle, puisqu'elle visait à renverser l'ordre de Vichy.

Il est tout à l'honneur des cheminots de commémorer cette lutte et de tout faire pour que ne s'éteigne pas le sou-

venir de ce lourd sacrifice et de combat pour la libération. Comme le rappelait Christian Retailleau, « cette grève s'inscrit bien dans la permanence de l'esprit d'honneur et du service public que nourrit toujours la profession ».

(1) Une délégation de la Fédération du Parti Communiste était présente à cette commémoration.

AU REVOIR DEDÉE



Andrée Carteau lors d'un banquet du Parti Communiste.

Notre camarade Andrée CARTEAU N'EST PLUS. Vétéran de notre Parti auquel elle avait adhéré en 1948, Dédée, comme l'appelaient affectueusement ses camarades, nous a quittés la veille du 14 juillet. Née en 1911 à Trentemoult face à la Loire, elle resta fidèle au fleuve auprès duquel elle passa toute sa vie, que ce soit à La Montagne où elle vécut à une époque, ou dans son petit pays natal. Couturière chez Peignon puis marchande de frites sur le quai Trentemoult, Dédée resta fidèle aussi à ses opinions politiques. Elle vécut avec son Parti bien des luttes : beaucoup se souviennent l'avoir cotoyée dans les manifestations, lors d'initiatives ou fêtes de notre Parti et ont en mémoire sa façon de

Depuis son adhésion, Dédée avait vu son Parti changer, beaucoup changer et était fière de lui appartenir. La Section de Rezé sud Loire et la Fédération ont rendu un dernier hommage à notre camarade lors de son enterrement. Les communistes de Loire-Atlantique garderont le souvenir d'une militante exemplaire.

**Pour votre tranquillité,
choisissez votre occasion au
Centre Automobile
de l'Etoile.**



RENAULT Occasions
Il y a tout Renault dans Renault Occasions

RENAULT SAINT-NAZAIRE - VOIE EXPRESS DE PORNICHET - TEL. 40 17 20 20



**COUVERTURE - ZINGUERIE
ISOLATION - BARDAGE
DEMOUSSAGE TOITURE**

**DESMARS
Alain**

Le Jardin d'Eden
6 Allée des Clématites
44600 SAINT-NAZAIRE

☎ 40 70 49 51

**Atelier à TRIGNAC (44570)
14, Chemin de la Petite Ville**

Du 26 août au 10 sept. 94

Leçon d'économies

Rentrée 94

+ E. LECLERC

= Moins cher!



E. LECLERC



"LA FORCE 6"

ATLANTIS ST-HERBLAIN - Rte de LA ROCHELLE REZE "ZONE OCEANE"

BASSE GOULAIN "POLE SUD" - ORVAULT "GRAND VAL"

Rte de PORNIC REZE "ATOUT SUD" - ATLANTIS ST-HERBLAIN - PARIDIS ROUTE DE PARIS